

« Mobilisons-nous contre CDG Express, projet coûteux, nuisible et sans avenir »

L'enquête publique sur le projet de liaison ferroviaire directe entre Paris et l'aéroport de Roissy débutera le 19 novembre.

Passant outre l'avis de la Région – qui a fait part de son opposition au projet dans le nouveau Schéma Directeur – et les réserves exprimées par diverses collectivités dont la Ville de Paris, l'Etat choisit à nouveau le passage en force.

Denis BAUPIN, adjoint (Verts) au Maire de Paris chargé des déplacements et vice-président du STIF, et Alain AMEDRO, conseiller régional (Verts) et président de la commission des investissements du STIF, dénoncent ce projet :

- d'un **coût pharaonique de 600M€**, somme qui serait mieux utilisée à améliorer les transports publics accessibles à tous, notamment en Seine-Saint-Denis, territoire en mutation économique et sociale.
- qui instaure des **transports publics à 2 vitesses** puisque seuls les voyageurs capables de déboursier 16€ pour un trajet bénéficieront de ce projet élitiste.
- qui ne **répond en rien aux besoins de déplacement des habitants de Seine-Saint-Denis et des 85.000 employés de la plate-forme de Roissy** et fera obstacle aux projets alternatifs d'amélioration de cette desserte par d'autres modes de transport qui seraient en concurrence avec le CDG Express (par ex. une **voie réservée aux bus et taxis sur l'A1**, qui rendrait un grand service à un coût infiniment moindre)
- qui **prétend ne rien coûter en argent public par la magie du partenariat public-privé**, mais repose en réalité sur des **prévisions de trafic manifestement surévaluées**, basées sur des augmentations du trafic aérien incompatibles avec la protection des riverains (couvre-feu prévu au SDRIF), avec l'augmentation du prix du pétrole et avec la maîtrise du trafic aérien indispensable pour lutter contre le changement climatique. Ce projet ne sera pas viable sans subventions publiques, au détriment d'autres projets plus utiles.
- qui **obère toute possibilité de requalification de la Porte de la Chapelle et de son échangeur autoroutier** faisant barrière entre Paris et la Plaine St Denis du fait du refus de l'Etat d'enfouir le viaduc ferré qui cisaille la Porte et qui sera emprunté par CDG Express
- qui **rendra impossible le développement de plates-formes de fret ferroviaire dans le nord-est parisien**, projet pourtant indispensable pour réduire la circulation des poids lourds en zone agglomérée

Denis BAUPIN et Alain AMEDRO appellent donc les Franciliens à se mobiliser contre ce projet à l'occasion de l'enquête publique.

Promoteurs de la rénovation du RER B financé par le STIF et non par l'Etat contrairement aux engagements pris auprès des habitants du 93, les élus Verts exigent du gouvernement qu'il mobilise les fonds nécessaires à l'amélioration des transports publics accessibles à tous, conformément aux engagements pris par le Président de la République lors du Grenelle de l'Environnement.

